

**COMMUNIQUE DES SYNDICATS**  
**CGT CFE/CGC FRALIB,**  
**ELUS ET REPRESENTANTS AU COMITE**  
**D'ENTREPRISE FRALIB GEMENOS**

**Mr PEDEGEMONDE, A VOTRE DISPOSITION !**

Dans l'interview accordée au Figaro du 20 août 2012, Paul POLMAN, Président d'UNILEVER Monde, fait acte de chantage et de démagogie.

Non Mr POLMAN, nous ne céderons ni au chantage ni à la démagogie.

En descendant dans l'arène, il aurait été mieux conseillé d'agir avec moins de cynisme.

Son ton dominateur, sa condescendance vis-à-vis des travailleurs du groupe en France qui créent, avec des milliers d'autres à travers le monde, les richesses avec lesquelles, lui et ses pairs se construisent des fortunes colossales, vis-à-vis du gouvernement, des assemblées élues de gauche dont s'est doté le peuple français, s'il exprime la morgue des gens de sa classe, marque aussi la crainte du combat juste que mènent les salariés de Fralib à Gémenos.

En s'impliquant directement dans le débat, il croit couper l'herbe à nos propositions constructives de relance de l'activité industrielle de production de thé et d'infusions sur le site.

Coup foireux, coup loupé. Il met en évidence que c'est à son niveau que les problèmes se régleront.

Maintenant qu'il est dans l'arène, il devra y rester.

L'un de ses objectifs est très clair. Il faut mettre la pression sur le gouvernement et sur le Président de la République Française François HOLLANDE qu'il accuse d'attitudes et de propos politiques et démagogiques de bateleur d'estrade électorale.

Nous sommes, pour notre part, satisfaits que le Président de la République ait accepté que nous soyons reçus à l'Élysée le 31 août prochain.

A ce jeu-là, Mr Pédégémonde, on peut se brûler.

La France n'est pas une petite république bananière où tout est permis.

Par contre, Mr Pédégémonde devrait quelque peu être attentif aux arguments qu'il développe. Pour preuve, les affirmations suivantes....

1. Le groupe Unilever a fait preuve d'« une véritable ouverture du dialogue ». Le groupe a décidé de supprimer purement et simplement les salaires des délégués CGT et CGC de Fralib. Au nom d'une soi-disant grève dans un site dont la direction a refusé, contre décision de justice, de relancer l'activité.

2. « Si la France ne respecte pas ses lois... ». Quel cynisme, quel manque de hauteur, quelle insulte aussi à un pays souverain de la part d'un responsable économique promu dans une commission dite du développement durable au sein de l'ONU. Nous saurons agir également à ce niveau pour faire toute la clarté sur les orientations d'un groupe qui fait du développement durable une plume supplémentaire à son heaume publicitaire.
3. Voyage obligé à « Cuba et Corée du Nord ». Il y a quelques années c'était à Moscou... En quoi de tels arguments « idéologiques » permettent-ils de proposer des solutions acceptables aux travailleurs en lutte pour leur emploi et leur usine. D'autant que quelques militants de notre organisation ont eu l'occasion de faire des voyages d'étude à Cuba. Donc nous parlons de choses que nous essayons de comprendre. La situation de ce pays notamment, doit être comparée à d'autres pays du continent qui ont un point de départ équivalent en Amérique latine. La comparaison est à faire en matière d'éducation, de liberté, d'emplois, de conditions de vie et de travail, de liberté syndicale, de sécurité sociale.... A votre entière disposition, Mr Pédégémonde.
4. « Le plan social a été validé par les tribunaux. » Les collaborateurs attirés de Mr Pédégémonde le savent. Cet argument est faux. Qu'il se reporte par exemple à l'argumentaire solide et précis de l'inspecteur du travail qui refuse le licenciement des délégués de Fralib basé sur l'illégitimité des motifs économiques et des dimensions sociales du Plan de Sabordage de l'Emploi. Il y a loin de la coupe aux lèvres... un dicton bien français.
5. « Quand on fait des bénéfiques, on paie aussi des impôts. » On croit rêver. C'est certainement au nom de ce concept que le groupe a organisé sciemment ses structures, les basant pour une large part en Suisse, pour justement réduire au maximum les impôts à payer en France.
6. Enfin un dernier élément, pourtant il y en aurait d'autres. Et celui-ci vaut son pesant d'or. A la question de la croissance du groupe, Mr Pédégémonde s'auto-congratule. Tout va bien. Les chiffres positifs s'amoncellent. Mais alors... les moyens sont là pour satisfaire les justes demandes que nous avançons pour travailler à Gémenos. La marque Thé l'Eléphant, qui appartient aux générations de salariés qui se sont succédées dans l'entreprise marseillaise, à la région, à la nation et les tonnages revendiqués permettant la relance de l'usine sont vraiment une goutte d'eau dans l'océan des activités financières et industrielles du mastodonte Unilever. Si ce sont des réalités, et nous le croyons, qui a donc une position « idéologique » ?

En novembre 2011, les dirigeants d'UNILEVER ont déjà mis la pression sur le gouvernement UMP de l'époque avec succès, puisque cela a abouti à ce véritable scandale qu'a représenté l'escamotage, aux conséquences sociales graves, de pièces décisives de l'administration (DIRECCTE des Bouches du Rhône) ordonné par l'ancien Ministre X. BERTRAND, de connivence avec UNILEVER.

Mr POLMAN croit-il pouvoir agir avec les élus de gauche de notre pays comme il agissait avec ses amis de droite, SARKOZY, BERTRAND et consorts.

Nous agissons, pour notre part, pour que la réponse publique soit cinglante pour Mr Pédégémonde.

Au-delà de la polémique, souvent utile à la compréhension des enjeux, c'est aussi ça la France, bien entendu nous sommes en ce qui nous concerne très serein sur cette manœuvre assez balourde.

Il n'a échappé à personne que depuis le 6 mai dernier il y a eu un changement en France. Le changement c'est maintenant.

Le nouveau gouvernement a l'occasion avec notre dossier de faire un exemple et de montrer à UNILEVER qu'en France, ce n'est pas les multinationales qui dirigent le pays !!!

Mr Pédégémonde, soyez assuré que nous sommes, à tout moment, disponible pour construire notre solution alternative, comme l'ont fait, il y a peu les collectivités territoriales de Provence.

Gémenos, le 20 août 2012